

**MESSAGE N° 47** 8 janvier 2008  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de décret relatif aux**  
**crédits supplémentaires compensés du budget**  
**de l'Etat de Fribourg pour l'année 2007**

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat, nous vous soumettons le rapport concernant les crédits de paiement supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat, dans le cadre de l'exécution du budget cantonal de l'exercice 2007.

La rigueur dans l'exécution du budget est un principe très largement respecté par les services et établissements. Cette règle souffre cependant quelques exceptions lorsque – en particulier – des circonstances nouvelles, particulières et imprévisibles viennent remettre en cause les prévisions. De telles situations peuvent entraîner des dépassements qui obligent alors les services et établissements à requérir un supplément de crédit.

Les différentes demandes en la matière ont toutes fait l'objet d'une justification par les secteurs et Directions concernés. Les requêtes ont été examinées par la Direction des finances avant d'être soumises au Conseil d'Etat. Le dossier complet des arrêtés du Conseil d'Etat relatifs aux augmentations de crédits budgétaires a été transmis à la Commission des finances et de gestion.

Au total, pour l'exercice 2007, 32 crédits de paiement supplémentaires ont été ouverts. Ils concernent les services et rubriques comptables suivants:

Rubriques compta- bles	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires
		Fr.	Fr.
<b>POUVOIR LÉGISLATIF</b>			
<b>1110 Grand Conseil</b>			
310.102	Publications et publicité	320 000	100 000
<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>			
<b>2100 Tribunal cantonal</b>			
318.089	Assistance judiciaire civile	100 000	40 000
319.005	Indemnités en matière pénale	350 000	350 000
<b>2105 Tribunaux d'arrondissement</b>			
330.011	Pertes sur créances, affaires pénales	1 780 000	450 000
330.012	Pertes sur créances, affaires civiles	130 000	50 000
<b>2115 Chambre pénale des mineurs</b>			
318.088	Assistance judiciaire pénale	50 000	50 000
<b>2120 Justices de paix</b>			
311.100	Achats de mobilier	431 600	21 800
<b>POUVOIR EXÉCUTIF – CHANCELLERIE</b>			
<b>3105 Chancellerie d'Etat</b>			
318.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	80 000	180 000
365.004	Subventions cantonales aux partis politiques	145 000	50 000
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTURE ET SPORT</b>			
<b>3200 Secrétariat général</b>			
* 351.000	Contributions pour la fréquentation d'écoles hors du canton	1 580 000	400 000

Rubriques compta- bles	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires
		Fr.	Fr.
* 351.001	Contributions pour les étudiants fribourgeois immatriculés dans d'autres universités cantonales	14 800 000	700 000
* 351.006	Contributions pour la fréquentation d'écoles de la convention du Nord-Ouest	4 340 000	650 000
<b>3202 Enseignement obligatoire</b>			
319.000	Dépenses administratives diverses	157 000	100 000
<b>3240 Collège Ste-Croix</b>			
311.100	Achats de mobilier	40 500	44 500
<b>SÉCURITE ET JUSTICE</b>			
<b>3345.1 Police: Commandement et services généraux</b>			
313.006	Carburants	18 500	6 000
<b>3345.2 Police: Gendarmerie</b>			
313.006	Carburants	420 000	115 000
<b>3345.3 Police: Sûreté</b>			
313.006	Carburants	97 000	25 000
<b>3355 Service de l'exécution des peines</b>			
318.027	Internements dans les établissements hospitaliers	600 000	650 000
<b>3360 Service des prisons</b>			
318.028	Pécules aux détenus	15 500	40 000
<b>3365 Etablissements de Bellechasse</b>			
311.309	Achats d'équipements téléphoniques	20 000	43 000
313.023	Produits alimentaires	515 000	61 000
313.030	Frais des cultures	320 000	140 000
313.032	Frais de bétail	350 000	35 000
<b>3370 Service de probation</b>			
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	120 000	36 000
<b>3375 Service des affaires militaires et de la protection de la population</b>			
319.002	Frais de protection de la population	48 750	24 000
<b>INSTITUTIONS, AGRICULTURE ET FÔRETS</b>			
<b>3405 Service de l'état civil et des naturalisations</b>			
318.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	180 000	58 000
<b>3425 Service de l'agriculture</b>			
311.100	Achats de mobilier	1 200	124 000
311.301	Achats de matériel et d'appareils	-	5 000
312.001	Eclairage	2 100	5 000
314.101	Aménagement d'immeubles loués	-	60 000
316.100	Locations de locaux	147 000	6 000
318.000	Prestations de services par des tiers	18 000	16 000
503.022	Câblage informatique	-	50 000
<b>3445 Service des forêts et de la faune</b>			
562.000	Subventions cantonales pour les communes	850 000	260 000
565.000	Subventions cantonales à des tiers	270 000	40 000
<b>ÉCONOMIE ET EMPLOI</b>			
<b>3542.1 Service de la formation professionnelle</b>			
365.000	Subventions cantonales	1 240 000	192 500

Rubriques compta- bles	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires
		Fr.	Fr.
<b>3570</b>	<b>Service des transports et de l'énergie</b>		
565.022	Subventions cantonales à des tiers pour les installations utilisant les énergies renouvelables	400 000	750 000
<u>SANTÉ ET AFFAIRES SOCIALES</u>			<u>2 645 000</u>
<b>3606</b>	<b>Service dentaire scolaire</b>		
311.301	Achats de matériel et d'appareils	90 000	60 000
<b>3620</b>	<b>Hôpital psychiatrique cantonal</b>		
312.002	Eau	114 100	36 000
314.100	Entretien et rénovation des immeubles	850 000	50 000
318.040	Prestations médicales par des tiers	435 000	60 000
<b>3635</b>	<b>Laboratoire cantonal</b>		
309.000	Frais de formation	6 000	9 000
<b>3645</b>	<b>Service de la prévoyance sociale</b>		
364.030	Subventions cantonales pour les soins spéciaux dans les établissements pour personnes âgées	39 410 000	900 000
<b>3650</b>	<b>Service de l'action sociale</b>		
362.006	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des Fribourgeois domiciliés dans le canton	3 750 000	775 000
362.012	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des Confédérés domiciliés dans le canton	4 100 000	200 000
362.013	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des étrangers domiciliés dans le canton	5 250 000	475 000
362.019	Subventions cantonales aux communes pour les mesures d'insertion sociale	250 000	80 000
<u>AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET CONSTRUCTIONS</u>			<u>1 424 000</u>
<b>3815</b>	<b>Routes cantonales – aménagement</b>		
331.003	Amortissements des routes	14 078 320	730 000
<b>3845</b>	<b>Service de l'environnement</b>		
318.097	Investigation, surveillance et assainissement des sites pollués	25 000	165 000
<b>3850</b>	<b>Service des bâtiments</b>		
311.500	Achats de véhicules	-	29 000
314.104	Entretien et rénovation des églises, chapelles et monuments historiques	1 500 000	500 000
<u>GESTION PAR MANDAT DE PRESTATIONS</u>			<u>926 000</u>
<b>Service des ponts et chaussées</b>			
Groupe de produits (2000)			
- Routes cantonales		29 729 628	926 000
<b>TOTAL</b>			<u>10 922 800</u>

\* «charges liées» au sens de l'art. 18 al. 2<sup>bis</sup> du règlement du 12 mars 1996 d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat, modifié le 8 novembre 2005.

Les 32 arrêtés de crédits supplémentaires de l'exercice 2007 se répartissent de la manière suivante entre les différents pouvoirs et directions:

	Nombre d'arrêtés	Montant Fr.
Pouvoir législatif	1	100 000
Pouvoir judiciaire	4	961 800
Pouvoir exécutif – Chancellerie	2	230 000
Instruction publique, culture et sport	3	1 894 500
Sécurité et justice	6	1 175 000
Institutions, agriculture et forêts	3	624 000
Economie et emploi	3	942 500
Santé et affaires sociales	5	2 645 000
Aménagement, environnement et constructions	5	2 350 000
	<u>32</u>	<u>10 922 800</u>

Concernant ces arrêtés, il convient d'apporter encore les précisions suivantes:

- comparativement à ce qui s'est produit durant les exercices 1990–2006, le volume de 10,9 millions de francs des crédits supplémentaires 2007 est inférieur d'un quart à la moyenne (15,1 millions de francs par an sur la période) et, rapporté au total des dépenses effectives budgétisées, il est également inférieur à cette moyenne 1990–2006 (0,41% en 2007 contre 0,81% sur la période considérée). Le nombre de crédits supplémentaires se maintient en outre dans la moyenne de ces dix dernières années. Le tableau qui suit illustre le propos:

Année	Nombre d'arrêtés	Montant total des crédits supplémentaires en mios	Montant total des crédits supplémentaires en% du total des dépenses effectives budgétisées
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73
2007	32	10,923	0,41

- contrairement aux exercices précédents où l'on relevait une forte concentration des dépassements de crédits sur un nombre restreint de domaines, des crédits supplémentaires ont dû être octroyés en 2007 à pratiquement tous les pouvoirs et directions;

- les dépassements de crédits autorisés durant l'exercice 2007 ont, pour une part et comme à l'accoutumée, un indubitable caractère de dépenses liées, charges sur lesquelles le canton n'a pas d'emprise directe. Ainsi l'octroi des crédits supplémentaires peut découler:
  - soit d'obligations légales, comme par exemple en matière de soins spéciaux (0,900 mio) ou d'aide sociale (1,3 mio);
  - soit de l'application de concordats intercantonaux. Sont à ranger sous ce chapitre, les charges additionnelles en matière de fréquentation par des Fribourgeois d'établissements d'enseignement extérieurs au canton (1,750 mio);
- s'agissant de la couverture de crédits supplémentaires sollicités, il a été, à nouveau fait recours aux nouvelles dispositions de la loi et du règlement sur les finances qui autorisent, à des conditions déterminées, de compenser certains dépassements de crédits par une augmentation de revenus. En 2007, cela concerne exclusivement le cas des frais supplémentaires liés à la fréquentation d'établissements d'enseignement hors canton, à hauteur de 1,750 million de francs. La couverture de tous les autres crédits supplémentaires a consisté en une réduction nette d'autres charges, conformément à la règle.

En conclusion, nous vous invitons à ratifier l'ensemble des crédits supplémentaires ouverts par le Conseil d'Etat, à charge des comptes 2007.

\_\_\_\_\_

**BOTSCHAFT Nr. 47** 8. Januar 2008  
**des Staatsrates an den Grossen Rat**  
**zum Dekretsentwurf über die kompensierten**  
**Nachtragskredite zum Voranschlag**  
**des Staates Freiburg für das Jahr 2007**

Gemäss Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterbreiten wir Ihnen den Bericht über die zusätzlichen Zahlungskredite, die der Staatsrat im Rahmen der Ausführung des kantonalen Voranschlags des Jahres 2007 genehmigt hat.

Der Grundsatz der unbedingten Einhaltung des Voranschlags wird von den Diensten und Anstalten weitestgehend respektiert. Trotzdem kommt es vor, dass besondere und unvorhersehbare Umstände zu Budgetüberschreitungen führen, die die Dienststellen und Anstalten dazu zwingen, einen Nachtragskredit zu beantragen.

Die verschiedenen Nachtragskreditbegehren wurden von den betreffenden Dienststellen und Direktionen begründet und der Finanzdirektion zur Prüfung unterbreitet, die sie anschliessend dem Staatsrat vorlegte. Sämtliche Staatsratsbeschlüsse über die Erhöhung von Voranschlagskrediten wurden der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt.

Für das Rechnungsjahr 2007 wurden insgesamt 32 zusätzliche Zahlungskredite eröffnet, die die folgenden Dienststellen und Budgetpositionen betreffen:

Budgetpositionen	Behörden – Direktionen	Voranschlagskredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
<u>GESETZGEBENDE BEHÖRDE</u>			<u>100 000</u>
<b>1110</b>	<b>Grosser Rat</b>		
310.102	Publikationen und Werbung	320 000	100 000
<u>RICHTERLICHE BEHÖRDE</u>			<u>961 800</u>
<b>2100</b>	<b>Kantonsgericht</b>		
318.089	Unentgeltliche Rechtspflege Zivilsachen	100 000	40 000
319.005	Entschädigungen in Strafsachen	350 000	350 000
<b>2105</b>	<b>Bezirksgerichte</b>		
330.011	Debitorenverluste, Strafsachen	1 780 000	450 000
330.012	Debitorenverluste, Zivilsachen	130 000	50 000
<b>2115</b>	<b>Jugendstrafkammer</b>		
318.088	Unentgeltliche Rechtspflege Strafsachen	50 000	50 000
<b>2120</b>	<b>Friedensgerichte</b>		
311.100	Anschaffung von Mobilien	431 600	21 800
<u>VOLLZIEHENDE BEHÖRDE – KANZLEI</u>			<u>230 000</u>
<b>3105</b>	<b>Staatskanzlei</b>		
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	80 000	180 000
365.004	Kantonsbeiträge an politische Parteien	145 000	50 000
<u>ERZIEHUNG, KULTUR UND SPORT</u>			<u>1 894 500</u>
<b>3200</b>	<b>Generalsekretariat</b>		
* 351.000	Beiträge für den Besuch von Schulen ausserhalb des Kantons	1 580 000	400 000
* 351.001	Beiträge für an anderen kantonalen Universitäten immatrikulierte Studenten aus dem Kanton Freiburg	14 800 000	700 000
* 351.006	Beiträge für den Besuch von Schulen des Regionalen Schulabkommens NW EDK	4 340 000	650 000
<b>3202</b>	<b>Obligatorische Schule</b>		
319.000	Verschiedene Verwaltungsausgaben	157 000	100 000
<b>3240</b>	<b>Kollegium Hl. Kreuz</b>		
311.100	Anschaffung von Mobilien	40 500	44 500
<u>SICHERHEIT UND JUSTIZ</u>			<u>1 175 000</u>
<b>3345.1</b>	<b>Polizei: Kommando und Stabsdienste</b>		
313.006	Treibstoffe	18 500	6 000
<b>3345.2</b>	<b>Polizei: Gendarmerie</b>		
313.006	Treibstoffe	420 000	115 000
<b>3345.3</b>	<b>Polizei: Sicherheitspolizei</b>		
313.006	Treibstoffe	97 000	25 000
<b>3355</b>	<b>Amt für Strafvollzug</b>		
318.027	Einweisung in Heilanstalten	600 000	650 000
<b>3360</b>	<b>Amt für Gefängnisse</b>		
318.028	Arbeitsverdienstanteil an Gefangene	15 500	40 000
<b>3365</b>	<b>Anstalten von Bellechasse</b>		
311.309	Anschaffung von Telefonanlagen	20 000	43 000
313.023	Lebensmittel	515 000	61 000
313.030	Kosten für Kulturen	320 000	140 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite Fr.	Nachtrags- kredite Fr.
313.032	Kosten für Viehhaltung	350 000	35 000
<b>3370</b>	<b>Amt für Bewährungshilfe</b>		
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	120 000	36 000
<b>3375</b>	<b>Amt für Militär und Bevölkerungsschutz</b>		
319.002	Kosten Bevölkerungsschutz	48 750	24 000
<u>INSTITUTIONEN UND LAND- UND FORSTWIRTSCHAFT</u>			<u>624 000</u>
<b>3405</b>	<b>Amt für Zivilstandswesen und Einbürgerungen</b>		
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	180 000	58 000
<b>3425</b>	<b>Amt für Landwirtschaft</b>		
311.100	Anschaffung von Mobilien	1 200	124 000
311.301	Anschaffung von Materialien und Apparaten	–	5 000
312.001	Beleuchtung	2 100	5 000
314.101	Ausbau von Mietliegenschaften	–	60 000
316.100	Räume, Mieten	147 000	6 000
318.000	Dienstleistungen Dritter	18 000	16 000
503.022	Verkabelung	–	50 000
<b>3445</b>	<b>Amt für Wald, Wild und Fischerei</b>		
562.000	Kantonsbeiträge für die Gemeinden	850 000	260 000
565.000	Kantonsbeiträge an Dritte	270 000	40 000
<u>VOLKSWIRTSCHAFT</u>			<u>942 500</u>
<b>3542.1</b>	<b>Amt für Berufsbildung</b>		
365.000	Kantonsbeiträge	1 240 000	192 500
<b>3570</b>	<b>Amt für Verkehr und Energie</b>		
565.022	Kantonsbeiträge an Dritte für erneuerbare Energien	400 000	750 000
<u>GESUNDHEIT UND SOZIALES</u>			<u>2 645 000</u>
<b>3606</b>	<b>Schulzahnpflegedienst</b>		
311.301	Anschaffung von Materialien und Apparaten	90 000	60 000
<b>3620</b>	<b>Kantonales Psychiatrisches Spital</b>		
312.002	Wasser	114 100	36 000
314.100	Gebäudeunterhalt und -renovierung	850 000	50 000
318.040	Dienstleistungen Dritter	435 000	60 000
<b>3635</b>	<b>Kantonales Laboratorium</b>		
309.000	Ausbildungskosten	6 000	9 000
<b>3645</b>	<b>Sozialvorsorgeamt</b>		
364.030	Kantonsbeiträge für die Sonderbetreuung in Betagtenheimen	39 410 000	900 000
<b>3650</b>	<b>Kantonales Sozialamt</b>		
362.006	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Freiburger	3 750 000	775 000
362.012	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Schweizerbürger	4 100 000	200 000
362.013	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Ausländer	5 250 000	475 000
362.019	Kantonsbeiträge an die Gemeinden für die Massnahmen zur sozialen Eingliederung	250 000	80 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite Fr.	Nachtrags- kredite Fr.
<u>RAUMPLANUNG, UMWELT UND BAUWESEN</u>			<u>1 424 000</u>
<b>3815</b>	<b>Kantonsstrassen – Ausbau</b>		
331.003	Abschreibungen auf Strassen	14 078 320	730 000
<b>3845</b>	<b>Amt für Umwelt</b>		
318.097	Untersuchung, Überwachung und Sanierung der belasteten Standorte	25 000	165 000
<b>3850</b>	<b>Hochbauamt</b>		
311.500	Anschaffung von Fahrzeugen	–	29 000
314.104	Unterhalt und Renovierung der Kirchen, Kapellen und Kunstdenkmäler	1 500 000	500 000
<u>FÜHREN MIT LEISTUNGS-AUFTRAG</u>			<u>926 000</u>
<b>Tiefbauamt</b>			
Produktgruppe (2000)			
– Kantonsstrassen			29 729 628 926 000
Total			<u>10 922 800</u>

\*«gebundene Ausgaben» im Sinne von Artikel 18 Abs. 2<sup>bis</sup> des Ausführungsreglements vom 12. März 1996 zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates, geändert am 8. November 2005.

Die 32 Nachtragskreditbeschlüsse des Rechnungsjahrs 2007 verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Behörden und Direktionen:

	Anzahl Beschlüsse	Betrag Fr.
Gesetzgebende Behörde	1	100 000
Richterliche Behörde	4	961 800
Vollziehende Behörde – Kanzlei	2	230 000
Erziehung, Kultur und Sport	3	1 894 500
Sicherheit und Justiz	6	1 175 000
Institutionen und Land- und Forstwirtschaft	3	624 000
Volkswirtschaft	3	942 500
Gesundheit und Soziales	5	2 645 000
Raumplanung, Umwelt und Bauwesen	5	2 350 000
	<u>32</u>	<u>10 922 800</u>

Zu diesen Nachtragskreditbeschlüssen ist noch Folgendes zu sagen:

- Im Vergleich zu den Rechnungsjahren 1990–2006 liegen die sich auf 10,9 Millionen Franken belaufenden Nachtragskredite betragsmässig rund ein Viertel unter dem Durchschnitt (15,1 Millionen Franken pro Jahr über diesen Zeitraum) und auch gemessen an den gesamten effektiven Ausgaben (0,41% im Jahr 2007 gegenüber 0,81% im Vergleichszeitraum) fallen sie niedriger aus als der Durchschnitt:

Jahr	Anzahl Beschlüsse	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in Mio.	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in % der gesamten budgetierten effektiven Ausgaben
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94

1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73
2007	32	10,923	0,41

- Entgegen den letzten Rechnungsjahren, in denen sich die Kreditüberschreitungen auf einige wenige Bereiche beschränkten, mussten 2007 praktisch allen Behörden und Direktionen Nachtragskredite gewährt werden.
- Zum Teil handelt es sich bei den im Rechnungsjahr 2007 bewilligten Kreditüberschreitungen wie gewohnt klar um gebundene Ausgaben; es sind also Aufwendungen, auf die der Kanton keinen direkten Einfluss

hat. So können Nachtragskredite aus folgenden Gründen gesprochen werden:

- Gesetzliche Pflichten, wie beispielsweise bei der Sonderbetreuung (0,900 Mio.) und der Sozialhilfe (1,3 Mio.);
  - Vollzug interkantonalen Konkordate. Darunter fallen die Mehrkosten für den Besuch ausserkantonaler Bildungsanstalten durch Freiburger (1,750 Mio.).
- Was die Deckung der beantragten Nachtragskredite betrifft, so wurde erneut nach den neuen Bestimmungen des Finanzhaushaltsgesetzes und -reglements vorgegangen, wonach gewisse Kreditüberschreitungen unter bestimmten Voraussetzungen durch Einnahmenerhöhungen ausgeglichen werden können. Diese Kompensation durch Einnahmensteigerungen betrifft im Jahr 2007 ausschliesslich die Mehrkosten von 1,750 Millionen Franken für den Besuch ausserkantonaler Bildungsanstalten durch Freiburger. Alle anderen Nachtragskredite sind mit einer vorschriftsmässigen Nettoerhöhung anderer Ausgaben kompensiert worden.

Demnach beantragen wir Ihnen, alle Nachtragskredite zu genehmigen, die der Staatsrat zu Lasten der Staatsrechnung 2007 eröffnet hat.

\_\_\_\_\_

**Décret**

*du*

**relatif aux crédits supplémentaires compensés  
du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2007**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 35 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;  
Vu le budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2007;  
Vu le message du Conseil d'Etat du 8 janvier 2008;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

Les crédits supplémentaires compensés relatifs au budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2007, ouverts en faveur des Directions auprès de l'Administration des finances et portant sur un montant total de 10 922 800 francs, sont approuvés.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

<sup>2</sup> Il entre immédiatement en vigueur.

**Dekret**

*vom*

**über die kompensierten Nachtragskredite  
zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2007**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 35 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;  
gestützt auf den Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2007;  
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 8. Januar 2008;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2007, die bei der Finanzverwaltung zu Gunsten der Direktionen in einem Gesamtbetrag von 10 922 800 Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

<sup>2</sup> Es tritt sofort in Kraft.